

Arrondissement d'Aix-en-Provence

**MAIRIE de SAINT-CANNAT**

Séance du 11 avril 2024

Site Internet : [www.ville-Saint-Cannat.fr](http://www.ville-Saint-Cannat.fr)

NOMBRE DE MEMBRES	
Afférents au Conseil Municipal	29
En exercice	29
Présents	22
Représentés	7

L'an deux mille vingt-quatre et le onze avril à dix-huit heures et trente minutes, le CONSEIL MUNICIPAL de la COMMUNE de SAINT-CANNAT, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation qui lui a été adressée par le Maire vingt-huit mars deux mille vingt-quatre conformément à l'article L.2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous la Présidence de M. J. LEVI VALENSI, 1<sup>er</sup> Adjoint.

Etaient présents à cette Assemblée : J. GERARD, J. LEVI VALENSI, L. MAURIZIO, D. BARBIER, G. SORBA, A.L. FALQUERO, C. POULIQUEN, M. CATELIN, M. GUILLET, D. JARNIGON, S. BOURAS, S BOULINGUEZ, M. RIBES, A. RUBIOLO, B. ROSSI LUMBROSO, M.L. VOLAND, C. MARTIN, C. FREMY, M. SOONEKINDT, S. ROCHEZ, C. BARRIERE, G. BESSE.

Absents excusés : D. CAMHI représentée par D. BARBIER, Y. FALCHI représenté par L. MAURIZIO, J.P. VENTURINI représenté par J. GERARD, D. PETIT représenté par M. CATELIN, M. CUTILLO représenté par G. SORBA, P. BUISSON BAUMELOU représenté par M.L. VOLAND, J. PRUNARET représenté par G. BESSE.

N° 2024-035

G. SORBA a été élu secrétaire.

Convention  
relative à la dette  
récupérable avec la  
Métropole-  
Avenant n°1

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale en particulier son article 181 modifiant la répartition des compétences entre la Métropole et ses communes membres à compter du 1er janvier 2023 ;
- La délibération n° FAG 048-4864/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Cannat transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2023 entre la commune de Saint-Cannat et la Métropole Aix-Marseille-Provence

En application des dispositions issues de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS), et en particulier son article 181, la répartition des compétences entre la Métropole et ses communes membres a été modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est plus compétente, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour la **Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)**. Ainsi, la Métropole restitue à ses communes membres cette compétence. L'article L.5217-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que l'ensemble des droits et des obligations attachés aux biens transférés, y compris les dettes, est supporté par la commune une fois le transfert réalisé, si et seulement si la part de la dette métropolitaine contractée au titre de la compétence et/ou de l'équipement transféré peut être isolée.

Dans le cas où les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est fait application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la métropole continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la commune, cette dernière remboursant à la commune la quote-part d'emprunt. Les quotes-parts d'emprunt, ainsi que les montants annuels des remboursements correspondants ont été évalués dans le cadre des travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Il convient de modifier la convention de dette récupérable initiale pour tenir compte des transferts cités ci-avant.

Il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune de Saint-Cannat et la Métropole et d'ainsi réviser par avenant à la convention l'encours de dette récupérable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

..... **DECIDE :**

- D'approuver l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la commune de Saint-Cannat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- De dire que pour la Commune : L'enregistrement de la créance auprès de la Métropole sera imputé sur le compte **276351**. La perception des intérêts sera imputée en titre au compte **76232**. Le remboursement du capital sera imputé en **276351**.
- D'autoriser Monsieur le maire, ou en son absence durable Monsieur le premier adjoint, à signer l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable, ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille ou sur l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

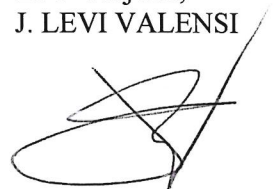
Délibéré à Saint-Cannat les jours, mois et an que dessus,

Ont signé au registre les membres présents,

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance,  
Guillaume SORBA

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
J. LEVI VALENSI



Acte rendu exécutoire après envoi en  
Sous-Préfecture le : **17 AVR. 2024**  
Affiché le : **17 AVR. 2024**

**AVENANT N°1**  
**A LA CONVENTION DE DETTE RECUPERABLE**  
**ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET**  
**LA COMMUNE DE SAINT-CANNAT**

Entre

La **Métropole Aix-Marseille-Provence**, représentée par sa Présidente ou son représentant, dûment habilité à agir au nom et pour le compte de la Métropole, dénommée ci-après « **LA METROPOLE** »

D'une part,

Et

La **commune de Saint-Cannat** représentée par son Maire en exercice, régulièrement habilité à signer la présente convention,  
Ci-après dénommée « **LA COMMUNE** »

D'autre part,

**PREAMBULE**

Il est rappelé ce qui suit :

En application des dispositions issues de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS), et en particulier son article 181, la répartition des compétences entre la Métropole et ses communes membres a été modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est plus compétente, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI). Ainsi, la Métropole restitue à ses communes membres cette compétence.

L'article L.5217-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que l'ensemble des droits et des obligations attachés aux biens transférés, y compris les dettes, est supporté par la commune une fois le transfert réalisé, si et seulement si la part de la dette métropolitaine contractée au titre de la compétence et/ou de l'équipement transféré peut être isolée.

Dans le cas où les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il est fait application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la métropole continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la commune, cette dernière remboursant à la commune la quote-part d'emprunt.

Les quotes-parts d'emprunt, ainsi que les montants annuels des remboursements correspondants ont été évalués dans le cadre des travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

**Il a été convenu ce qui suit :****ARTICLE 1 :**

Le présent avenant a pour objet, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, de modifier la convention initiale afin :

- d'exclure l'encours de dette de la part afférente à la compétence DECI.

**ARTICLE 2 :**

Les articles suivants de la convention initiale sont modifiés et remplacés comme suit :

**ARTICLE 2 : Stock de dette dû**

L'encours de dette dû par LA METROPOLE s'élève à 24 619 € au 1<sup>er</sup> janvier 2023 dont :

Compétences	Encours au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	Intérêts liés à cet encours
DECI	0 €	0 €
Abris de voyageurs	518 €	164 €
Pluvial	24 101 €	3 597 €
<b>TOTAL</b>	<b>24 619 €</b>	<b>3 761 €</b>

**ARTICLE 3 : Tableau d'amortissement de la dette récupérable**

Les tableaux d'amortissement consolidés sont joints en annexe.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, au total les annuités dues par LA METROPOLE représentent sur la durée de la convention **70 888 €** dont **57 665 €** au titre du remboursement du capital et **13 223 €** pour les intérêts.

**ARTICLE 4 : Modalités de remboursement de l'annuité de la dette**

LA METROPOLE et LA COMMUNE s'acquitteront, chacune pour les emprunts qui les concernent, de l'ensemble des échéances d'emprunt dues au titre de leur budget principal respectif, en intérêts et capital.

LA METROPOLE remboursera sa quote-part d'annuité de la dette correspondant au tableau d'amortissement ci-annexé. Le remboursement s'effectuera de façon annuelle. Toutefois, LA METROPOLE se réserve la possibilité de rembourser par anticipation tout ou partie des annuités restantes.

**ARTICLE 5 : Durée de la convention**

La convention est conclue pour une durée correspondant au tableau d'amortissement, soit jusqu'au 31/12/2033, ou jusqu'au remboursement total des annuités restantes si des remboursements sont opérés par anticipation.

**ARTICLE 3 :**

L'annexe de la convention initiale est remplacée et substituée par l'annexe du présent avenant qui fait partie intégrante de l'avenant.

**ARTICLE 4 :**

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 5 :**

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Pour LA METROPOLE,

Pour LA COMMUNE,

le Maire  
Jacky GERARD



**ANNEXE****1. Par compétence : Dette due par la Métropole à la Commune**

Global	DECI			Abris de voyageurs			Pluvial		
	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total	Capital	Intérêts	Total
2018	1 899	598	2 497	98	31	129	5 121	1 594	6 715
2019	1 899	598	2 497	98	31	129	4 875	1 420	6 295
2020	1 899	598	2 497	98	31	129	4 621	1 255	5 875
2021	1 899	598	2 497	98	31	129	4 358	1 098	5 456
2022	1 899	598	2 497	98	31	129	4 086	950	5 036
2023				98	31	129	3 805	812	4 616
2024				98	31	129	3 514	683	4 197
2025				98	31	129	3 213	564	3 777
2026				98	31	129	2 902	455	3 357
2027				98	31	129	2 580	357	2 938
2028				28	9	37	2 248	270	2 518
2029							1 904	194	2 098
2030							1 548	130	1 679
2031							1 180	79	1 259
2032							800	39	839
2033							407	13	420
<b>TOTAL</b>	<b>9 495</b>	<b>2 990</b>	<b>12 485</b>	<b>1 008</b>	<b>319</b>	<b>1 327</b>	<b>47 162</b>	<b>9 914</b>	<b>57 076</b>

**2. Tableau d'amortissement globalisé : Dette due par la Métropole à la Commune**

Global	Capital	Intérêts	Total
2018	7 118	2 223	9 341
2019	6 872	2 049	8 921
2020	6 618	1 884	8 501
2021	6 355	1 727	8 082
2022	6 083	1 579	7 662
2023	3 903	843	4 745
2024	3 612	714	4 326
2025	3 311	595	3 906
2026	3 000	486	3 486
2027	2 678	388	3 067
2028	2 276	279	2 555
2029	1 904	194	2 098
2030	1 548	130	1 679
2031	1 180	79	1 259
2032	800	39	839
2033	407	13	420
<b>TOTAL</b>	<b>57 665</b>	<b>13 223</b>	<b>70 888</b>